Les signes de la déliquescence du régime syrien

vendredi 8 juin 2012, par NAISSE Ghayath (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2012).

Les commerçants de Damas ont fait une grève générale notable le 28 mai. Les souks traditionnels d'Hamidiyé, Bab Sarije et Harika ont fermé locaux et commerces. Les forces de la Sureté ont tenté de briser la grève en utilisant la menace ou en cassant et ouvrant de force les locaux mais elles ne sont pas parvenues à rétablir une situation normale.

En l'absence de communiqué des commerçants explicitant leur grève, il est évident que cette dernière est une réplique à la violence et la sauvagerie du pouvoir. Elle survient au lendemain du massacre de Houla qui a vu tomber une cinquantaine d'enfants et qui a entraîné un communiqué non contraignant du conseil de sécurité ainsi qu'une déclaration du ministre des Affaires étrangères russe disant que son gouvernement ne soutenait pas le gouvernement d'Al Assad, mais le plan d'Annan en Syrie.

Le peuple syrien garde en mémoire la grève générale de l'année 1936 qui avait précédé l'indépendance et la grève de juin 1964, sans parler des mouvements de protestation de l'année 1980.

Les commerçants de Damas ont une longue histoire avec le régime des Al Assad. Ils ont accueilli favorablement le coup d'Etat du dictateur Hafedh El Assad en 1970, et il s'en est suivi une sorte de contrat à double sens : à eux l'enrichissement, à lui le pouvoir. Leur adhésion au pouvoir au début des années quatre vingt a joué un rôle décisif mettant le pouvoir en capacité d'écraser les protestations civiles et de remporter une victoire lors de son affrontement armé avec les frères musulmans.

Les réactions au massacre de Houla près de Homs, perpétré par les forces du régime et ses milices, et qui a fait une centaine de victimes dont des dizaines d'enfants, se sont révélées intransigeantes, condamnant le régime en place. Hollande, le Président français, a dit qu'il « *n'excluait pas une intervention militaire à condition qu'elle se fasse sous mandat du conseil de sécurité* ». La France encore ainsi que d'autres pays occidentaux et autres ont expulsé les ambassadeurs syriens pour renforcer l'isolement du régime syrien. Fabius, le ministre français des Affaires Etrangères, a commenté dès le lendemain la déclaration présidentielle et a précisé que *« l'intervention terrestre n'est pas envisageable en raison du danger de propagation au niveau régional, notamment au Liban »* ? Ces déclarations et celles, analogues, émanant de gouvernements occidentaux, sont à même de préparer le terrain à la rencontre d'Annan avec le dictateur Al Assad à la fin du mois de mai et un prélude à la visite de Poutine en France et aux Etats Unis. Le premier juin, lors d'une conférence de presse commune avec le président français, Poutine a rétorqué par le dédain à la demande de ce dernier de faire partir Assad en disant que *« destituer les dirigeants ne menait pas nécessairement à la paix »*.

Cette série de déclarations s'inscrit dans le cadre d'une politique de pression permanente sur le régime d'Al Assad et alors que ce dernier émet des signes d'affaiblissement interne, le plus important étant la grève des commerçants de Damas du 28 mai et celles qui ont suivi comme à Alep. Il est notoire que les bourgeoisies commerçantes tant damascène et qu'alépine sont la clé de voute

sociale du régime syrien. L'expression de leur inquiétude quant à la capacité du régime à protéger leurs intérêts pourraient être le début de leur détachement de ce dernier.

Le constat de l'abandon du régime d'Al Assad par la bourgeoisie commerçante serait un indice majeur de la décomposition importante de la base sociale du régime d'Al Assad. Or ceci est concomitant du fait que la clique au pouvoir s'appuie davantage sur les brigades militaires qui lui sont affidées, notamment ses milices, les chabbiha, pour affronter les protestations populaire. C'est une des formes de dégénérescence d'une dictature classique vers une des formes de fascisme car « *Le fascisme bureaucratisé se rapproche des autres formes de dictature militaire et policière* » [1], mais la dislocation de la dictature avant sa dépression totale, la pousse à se réfugier dans les pires formes de fascisme pour préserver son existence. Ce sont des signes d'affaiblissement du régime despote.

Avec la poursuite du soutien des gouvernements russes chinois et iraniens, les alliés du régime assassin, les positions américaine et européenne affichées jusqu'à présent déboucheraient, elles, sur une « transition organisée » ou d'une forme de « solution à la yéménite », à savoir le départ d'Al Assad et de membres de son régime avec le maintien des autres bases de son régime.
Ehud Barak (le ministre de la défense de l'Etat sioniste) a été le plus clair à ce propos lorsqu'il a décrit le 16 mai 2012 (AFP 17 mai) la solution en Syrie : *« Seuls Bachar Al Assad et les hauts responsables qui l'entourent doivent partir, et pas les autres structures du régime »* Barak a insisté sur la nécessité d'une solution « yéménite » pour changer le régime en Syrie permettant à Bachar et son équipe de quitter le pays avec le « maintien du parti (Baath), les renseignements et les forces armées ».

L'objectif de l'initiative d'Annan n'est pas si éloigné de ce scénario souhaité par les gouvernements occidentaux et nous ne pensons pas que le gouvernement de Poutine lui-même empêcherait sa réalisation à condition qu'il se réalise *« sans intervention militaire »* et avec l'accord des deux parties, *« gouvernement et opposition »*.

C'est ce que confirme le *New York Times* du 27 mai 2012 quant au plan préparé par le gouvernement américain qui vise à écarter Bachar Al Assad des rênes du pouvoir sur un mode similaire à celui expérimenté au Yémen, et dont le succès supposerait l'accord de la Russie.

Ce n'est pas seulement au plan des gouvernements des grandes puissances ou des puissances régionales que se déroule le marchandage de la « solution yéménite » en Syrie. Des forces de l'opposition syrienne ont accepté cette solution et marchandent l'initiative d'Annan en vue de cette issue. D'aucunes ont décelé dans la présence d'observateurs de la Ligue Arabe à la fin de l'année dernière, et aujourd'hui dans celle d'observateurs internationaux, un prélude à la réalisation d'une « transition organisée » se bornant au départ de d'Al Assad et maintenant les fondements du régime, la plus notoire de ces forces étant le Comité de Coordination National des Forces du Changement Démocratique. Il n'est toutefois pas le seul, même s'il exige la réalisation de toutes les clauses du plan Annan avant de passer aux négociations avec les parties du régime qui « n'ont pas de sang sur les mains » pour envisager la période transitoire.

La question qui en découle inévitablement est double : la première chose est de savoir si les masses insurgées et la dynamique révolutionnaire accepteront une solution d'en haut se bornant au départ de symboles du régime ancien et au maintien de ses bases compte tenu des sacrifices énormes qu'elles ont consenti ? Et la seconde : est-ce que la nature et la structure du régime dictatorial des Al Assad supporteront une solution reposant sur le départ du dictateur avec certains de ses équipiers sans que cela signifie l'effondrement effectif du régime tout entier ?

Nous croyons pour notre part que les deux dynamiques de la révolution syrienne à savoir sa

radicalisation politique et sociale en profondeur, qui pousse à la chute du régime tout entier et à la réalisation de changements politiques et sociaux radicaux d'une part, ainsi que la nature du régime dictatorial fermé et sauvage, totalement hermétique à toute réforme d'autre part, empêchent toute possibilité de réalisation d'une solution venue d'en haut à la « yéménite » évoquée précédemment. Et que toute « transition ordonnée » ou solution yéménite en Syrie signifient et requièrent pour leur réalisation, soit une intervention militaire étrangère, à laquelle la plupart des grandes puissances clament leur hostilité, ou bien une défaite de la révolution populaire syrienne. Dans les deux cas, notre position, la position de la gauche révolutionnaire syrienne, repose sur le refus de cette solution d'en haut « yéménite » tout comme de l'intervention militaire étrangère qui signifieraient toutes deux l'écrasement et la défaite de la révolution populaire.

Révolution permanente jusqu'à la chute de l'oppression et de l'exploitation !

Ghayath Naissé

P.-S.

* Paru en Suisse dans l'Anticapitaliste du 6 juin 2012. Une version plus courte de cet article est aussi parue en France dans l'hebdomadaire « Tout est à nous » du 7 juin 2012.

Notes

[1] Léon Trotsky in « Comment vaincre le fascisme ? » traduction arabe de Béchir Al Sibaï.